L'affaire Baudin, dont tous les journaux ont parlé, est destinée à avoir du retentissement, et de même que le cimetière Montmartre sera désormais le rendez-vous des mécontents, le nom de Baudin, une des victimes du coup d'état, sera leur mot d'ordre ou plutôt de désordre. Autour de sa tombe, on a prononcé des discours, on a même récité des poésies : mais au grand détriment de la littérature française du dix-neuvième siècle, ces chefs-d'œuvre ont été saisis et leurs auteurs ont été condamnés à l'amende et même à la prison. Ce n'est pas tout, le lendemain de ces démonstrations révolutionnaires et funéraires, plusieurs journaux publièrent des listes de souscriptions pour ériger un monument sur la tombe de Baudin. Pas plus heureux que les orateurs et les poètes, tous les rédacteurs de journaux, qui avaient pris une si grande liberté sont traînés en police correctionnelle au nombre de quinze à seize et condamnés à l'amende et à la prison. Décidément Baudin le représentant du peuple sera célèbre et cependant il n'aura pas de monument. Toutefois comme le remarque très-bien M. Chas. de Mazade dans la *Revue des Deux-Mondes* le pouvoir, en faisant opérer les premières arrestations, s'est engagé dans des poursuites quotidiennes qui auront pour le moins le résultat de doubler le retentissement d'une manifestation circonscrite à l'origine dans une certaine sphère. Ce 2 Décembre qu'il a voulu protéger, il a été sur la sellette dans tous les prêtres, des commentateurs passionnés ont pu se produire. On l'a dit spirituellement, il y a depuis quelques jours devant les tribunaux un cours public sur le 2 Décembre. A ces questions d'arrestations et de répressions exercées contre la presse, se rattachent les changements, que le télégraphe nous annonce, dans le cabinet de l'Empereur, et on affirme même que le gouvernement est disposé à entrer dans la voie des concessions libérales : mieux vaut tard que jamais. Dans tous les cas, voici les changements opérés : M. Lavallette est nommé Ministre des Affaires Etrangères, à la place de M. de Moustier, M. Forcade remplace comme Ministre de l'Intérieur, M. Pinard qui, paraît-il, avait pris la responsabilité des arrestations et des procès dont nous venons de parler, M. Gressier est Ministre des Travaux Publics et M. de Moustier a été fait Sénateur. Ces changements ne sont donc pas, comme on l'avait d'abord pensé, occasionnés par la chute du Ministre anglais et de la formation du cabinet Gladstone.

Comme nous l'avons annoncé dans notre dernière revue, les élections en Angleterre ont été défavorables au gouvernement ; mais ce que nous n'avions pas prévu, c'était la résignation possible du ministère avant l'ouverture des Chambres. Il ne nous appartient pas de discuter jusqu'à quel point il était de bonne politique pour M. Disraéli de ne pas exposer son parti à une nouvelle défaite par un vote des Chambres ; mais ce que nous devons faire, c'est constater le décès de ce Ministère longtemps moribond et enregistrer la naissance du nouveau.

M. Disraéli a, paraît-il, recommandé lui-même son successeur ; il aurait même poussé la complaisance jusqu'à informer d'avance M. Gladstone de sa résignation et lui donner ainsi le temps de former son cabinet qui se compose comme suit :

M. Gladstone, Premier Ministre sans portefeuille ; Sir Wm Page Wood, Lord Grand Chancelier ; Lord Kimberley Président du Conseil Privé ; Comte Russell Lord du Sceau Privé ; M. Robert Lowe Chancelier de l'Echiquier, M. Childers Premier Lord de l'Amirauté ; Lord Clareudon Ministre des Affaires Etrangères, M. Henry A. Bruce Ministre de l'Intérieur ; M. Cardwell Ministre de la Guerre ; le duc d'Argyle, Secrétaire de l'Inde ; Comte Granville, Ministre des colonies, M. Chichester Portecue, Secrétaire pour l'Irlande, M. Gozchen, Président du "Poor Law-Board," M. John Bright, Président de la Chambre de Commerce, Comte de Grey, Directeur général des Postes ; M. Charles P. Villiers, Chancelier du Duché de Lancastre ; Comte Spencer Lord Lieutenant d'Irlande ; Maintenant qu'avons-nous à attendre de cette nouvelle administration ? La présence de M. Bright dans le cabinet donne sans doute des espérances au parti sécessionniste de la Nouvelle Ecosse, tandis que celle de Lord Kimberley et du Comte de Granville, tous deux grandement intéressés dans les affaires de la Baie d'Hudson, rendra nécessairement plus difficiles les négociations entamées sous le ministère précédent. Nos négociateurs Sir George Cartier et M. McDougall sont encore en Angleterre et ne sont pas attendus avant la fin de janvier. M. McDougall est encore malade et par un bien triste concours de circonstances, en même temps qu'il était lui-même dans un état inquiétant. Madame McDougall, à Ottawa, qui se disposait à aller le rejoindre, est tombé dangereusement malade. Si l'on en croit les journaux, les deux époux se sont même fait leurs adieux par le cable transatlantique, heureusement cependant, le double malheur qui menaçait cette famille s'est éloigné, et il y a lieu d'espérer qu'ils pourront se revoir et se féliciter mutuellement sur leur retour à la santé.

Sir George Cartier a dû assister le 15 à l'ouverture par commission royale du Parlement Anglais. Aussitôt après la lecture du discours d'ouverture, la Chambre des Lords s'est ajournée au onze de Février prochain, et la Chambre des Communes au 29 Décembre, pour permettre aux membres du nouveau ministère de se faire réélire.

Le nouveau ministère anglais aura à s'occuper d'une question étrangère aussi importante que celle de l'Eglise établie d'Irlande, car il s'agit de l'ultimatum de la Turquie à la Grèce. L'Angleterre, de même que les autres Puissances, a conseillé à la Grèce de se rendre aux demandes

de la Sublime Porte. Cependant le roi George, suivant le désir de son peuple, n'en a rien fait, et le télégraphe nous annonce, à l'heure même, les préliminaires d'un conflit qui pourrait enflammer toute l'Europe.

La Russie, si elle considérait la Grèce assez forte pour lutter contre la Turquie, ne demanderait pas mieux que l'abaissement de cette puissance qu'elle a toujours vue d'un mauvais œil, surtout depuis la dernière guerre d'Orient ; mais comme la Grèce ne saurait lutter avantageusement qu'avec son concours, elle fera tout en son pouvoir pour retarder le conflit et l'empêcher si c'est possible.

Cette nouvelle question d'Orient va détourner pour le moment, les regards qui semblaient fixés sur l'Espagne. Cependant, les élections pour les Cortès qui vont décider du sort de la nation, sont commencées dans les villes, et on annonce que jusqu'à présent, la majorité des membres élus est favorable à la monarchie. Toutefois, on craignait non sans raison que le retard inattendu de la réunion des Cortès ne profitât au parti républicain et ne nuisît d'une manière regrettable au fonctionnement du gouvernement provisoire. D'imposantes manifestations ont eu lieu le 29 Novembre dans les rues de Madrid en faveur d'une République et la révolte de Cadix prouverait que le gouvernement actuel ne se soutiendrait pas longtemps avec ses tendances monarchiques. Les troupes du gouvernement n'ont pas eu à combattre les insurgés de Cadix, car ceux-ci se sont rendus et ont déposé leurs armes entre les mains du Consul des Etats-Unis. Suivant d'autres nouvelles, le parti monarchique représenté par le triumvirat, loin de s'affaiblir, aurait puisé de nouvelles forces dans le concours de plusieurs hommes importants, entr'autres de M. Escalante, commandant-général des milices qui aurait fait, en donnant sa démission, un loyal appel aux troupes pour soutenir le gouvernement provisoire dans tous ses actes. D'un autre côté, nous voyons dans la correspondance de M. Gaillardet au *Courrier des Etats-Unis*, qu'on écrit de Madrid au *Gaulois* que le Général Prim, fidèle à son programme, n'a eu et n'aura jamais aucun rapport avec aucun membre de la famille des Bourbons et que ses collègues et lui ont trouvé un candidat "qui sera très-sympathique à tous les partis. Comme ce sera le cadeau du nouvel an du ministère à la nation, on ne veut pas le faire connaître avant la réunion des Cortès.

En attendant le choix des Cortès, l'Espagne est inondée de lettres de manifestes et d'épîtres aux Espagnols ; chaque publiciste étranger se croit obligé de donner un conseil, chaque candidat désire faire connaître ses intentions et chaque parti fait imprimer sa profession de foi et nomme son chef. Pendant ce temps, la reine détronée vit tranquillement à Paris et a retardé son voyage de Rome, peut-être pour attendre l'ouverture du Concile Oecuménique.

Au sujet de ce futur Concile, qui illustrera à jamais l'année 1869, Mgr Dupanloup Evêque d'Orléans vient de publier un travail remarquable qui a été lu avec bonheur par tout ce qu'il y a de catholique dans le monde. Il n'y a que Rome, l'Eglise et ses luttes qui peuvent inspirer de tels flots d'éloquence ; qui méritent d'avoir de si nobles défenseurs. On le voit aussi, tout ce qui intéresse Rome intéresse le monde entier. Aussi dernièrement, l'exécution des deux criminels Monti et Fognetti exécutés pour avoir essayé de faire sauter la caserne des zouaves pontificaux a-t-elle fait le tour des journaux des deux mondes. Ces deux criminels sont morts paraît-il en demandant miséricorde à Dieu ; mais les garibaldiens ont entendu "Vive l'Italie" et le parlement de Florence a voté des pensions à leurs veuves et à leurs enfants.

Pour plusieurs députés, ça même été une occasion de laisser éclater des cris de haine contre la France. Mais la France n'entendra pas ces cris, elle les méprisera, elle ne perdra pas son temps avec les Italiens, car un jour à l'autre, elle peut avoir à combattre une nation plus puissante que l'Italie.

M. de Bismark est de retour à son poste au cabinet de Berlin ; son absence du Ministère lui a sans doute permis de reprendre assez de force pour continuer l'envahissement prussien. Il reste maintenant bien peu à faire : déjà la plupart de ces duchés, grands duchés et royaumes qui étaient jadis des états indépendants dans la Confédération Germanique, sont unis à la Prusse par le système militaire ; il ne manque plus que l'unité législative, la centralisation du pouvoir, l'Empire d'Allemagne. Le royaume de Hanovre a existé ; maintenant c'est une partie de la Prusse. Le royaume de Saxe voudrait exister indépendant encore, mais son roi n'est plus qu'un des premiers fonctionnaires prussiens. Mais tous ces rois, un seul paraît-il, est déterminé à résister à l'envahissement, c'est le roi de Wurtemberg. Heureusement pour lui, l'Empereur des Français a toujours ses regards tournés de ce côté, il s'oppose au complet envahissement de l'Allemagne du Nord, et l'Autriche à celle du Sud. Sans la France, sans l'Autriche, sans le traité de Prague, et la Conférence de Londres où seraient maintenant les limites de la Prusse ?

Sur ce continent, les choses prennent un caractère plus pacifique ; cependant dans l'Amérique du Sud, la révolution a arboré son étendard dans l'île de Cuba ; et si le nouveau capitaine espagnol tarde trop à arriver avec des renforts, ce que Victor Hugo conseille à l'Espagne pourrait bien arriver ; seulement l'Espagne aurait Cuba de moins sans avoir Gibraltar de plus. Une guerre acharnée et cruelle se poursuit encore au Paraguay. D'après les dernières nouvelles, Lopez, ce sanguinaire dictateur serait victorieux et les forces brésilliennes et leurs alliées auraient